

À La Courneuve, lundi 7 septembre 2020

Les sections locales SNES-FSU, CGT Éduc'action et SUD éducation du lycée Jacques Brel,
La Courneuve (93)

À M. Daniel AUVERLOT
Recteur de l'Académie de Créteil

s/c de

M. Régis GALLERAND
Proviseur du lycée Jacques Brel, La Courneuve (93)

Objet : Situation sanitaire au lycée Jacques-Brel (La Courneuve, 93).

Monsieur le recteur,

Au 7 septembre 2020, le lycée Jacques-Brel « fonctionne » sans assistant d'éducation (AED). En effet, un cas positif au Covid-19 a été détecté et, après enquête de l'Agence Régionale de Santé (ARS), c'est toute l'équipe des AED qui est temporairement placée en quarantaine pour une durée pour l'instant inconnue (des tests sont en cours). La direction et les CPE assument l'ensemble des missions habituellement effectuées par les AED : gestion de l'ouverture et de la fermeture de la grille toutes les heures, vérification des carnets, du port du masque et de la distribution du gel hydroalcoolique, encadrement des services à la cantine, surveillance des couloirs et de la salle de permanence, gestion des retards, des exclusions et, surtout, des possibles conflits et chahuts entre élèves. Malgré les efforts et le professionnalisme des personnels, cela entraîne néanmoins une surcharge évidente de travail et une grande difficulté à remplir leurs missions spécifiques qu'ils sont les seuls à pouvoir effectuer du fait du cadre légal et de leurs compétences. La rentrée, déjà difficile en raison du récent épisode de confinement, du protocole sanitaire à appliquer et de la baisse de moyens subie depuis quatre années consécutives au lycée Jacques-Brel, se révèle encore plus problématique.

Nous vous avons alerté à de nombreuses reprises sur les conséquences concrètes d'une baisse de moyens sur le plan pédagogique (courrier du 29 février 2020, audience du 26 juin 2020, courrier du 2 juillet 2020, courrier du maire de La Courneuve du 6 juillet 2020, etc.). Nous vous alertons désormais sur les conditions sanitaires de l'établissement et sur les conséquences désastreuses que pourrait avoir sur le climat scolaire le non-remplacement d'une équipe d'AED. Notre ministre de tutelle, Jean-Michel Blanquer, a assuré, lors de sa conférence de presse de rentrée le 26 août dernier, que l'Éducation nationale était « *techniquement prête* » et que « *le pourcentage de personnes vulnérables qui ne pourront pas venir est nettement inférieur à nos moyens de remplacement et donc à notre capacité à remplacer ceux qui seraient éventuellement absents* » ; pour conclure qu'« *il est largement temps que l'école de la République fonctionne comme elle doit fonctionner au service des Français.* » Nous attendons donc les remplaçants mobilisables dont nous avons besoin pour mener à bien notre mission d'éducation dans un lycée en « zone prévention violence ».

Par ailleurs, nous attendons toujours une réponse à notre audience du 26 juin 2020 concernant la baisse de la DHG qui nous contraint à accueillir des classes de 35 élèves en Première et en Terminale.

Cette situation ne peut et ne pourra pas durer. Si la fatigue et le surmenage n'ont pas raison des personnels, c'est la détérioration du climat scolaire qui en sera mécaniquement le résultat et, ce, à très court terme. Nous ne l'accepterons pas.

Par les personnels d'enseignement et d'éducation du lycée Jacques-Brel, La Courneuve (93).
Les sections syndicales SNES-FSU, CGT Educ'action et SUD éducation